



Assemblée générale
Conseil des droits de l'homme
7ème session

Pt. 9 : Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Gianfranco Fattorini

Monsieur le Président,

Des voix s'élèvent pour stigmatiser d'ores et déjà la Conférence d'examen de l'application de la Déclaration et du Plan d'action de Durban en instillant une confusion des esprits ou dans les esprits : en définitive, ce qu'on craint, c'est une énième condamnation de la part de la communauté internationale de l'occupation des territoires palestiniens. Nous n'y voyons qu'une seule solution : le retrait des troupes israéliennes, avant la fin de cette année. **Toute critique de la politique du gouvernement israélien n'est pas un acte d'antisémitisme.**

Monsieur le Président,

Le MRAP, qui s'apprête à fêter son sixantième anniversaire, avait été fondé, autour d'anciens membres du Mouvement National contre le Racisme et de diverses personnalités telles que le peintre Chagall ou le leader catholique Marc Sangnier, sous l'appellation de Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix. Autant dire que **le MRAP porte en lui le devoir de mémoire de la Shoah. Mais il porte en lui également le devoir de mémoire de l'extermination des Roms** qui, aujourd'hui encore, sont déportés par milliers vers leurs propres pays où ils sont victimes de politiques discriminatoires.

Les guerres coloniales et l'utilisation, voire l'exploitation, d'une main d'œuvre immigrée durant la période de l'après-guerre ont changé les données de la lutte contre un racisme qui prenait des formes diverses. En 1977, sous l'impulsion du Secrétaire général Albert Lévy, le MRAP devient le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples. **Le MRAP porte en lui le devoir de mémoire des crimes commis à l'époque coloniale** et c'est dans cette optique qu'il faut comprendre son engagement pour la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple Sahraoui, dernier peuple soumis à occupation coloniale en terre d'Afrique.

En réalité, Monsieur le Président,

Le MRAP condamne toutes opérations de récupération politicienne, quels qu'en soient les auteurs, qui encourageraient la concurrence des mémoires.

Monsieur le Président,

La Conférence mondiale contre le racisme de Durban en 2001 a été à nos yeux une étape importante dans la lutte contre le racisme. La Déclaration et le Programme d'action qui y ont été adoptés contiennent fondamentalement tous les outils nécessaires au combat quotidien, sur le terrain, des différentes formes de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie. Ces documents ont été malheureusement mis dans un tiroir.

Trois jours après la fin de la Conférence de Durban, les tours jumelles de Manhattan se sont écroulées, rares sont ceux qui connaissent exactement les tenants de cet événement, ce qui est sûr, car prouvé statistiquement dans plusieurs pays, c'est que **les actes de racisme et de discrimination à l'encontre de « l'arabe » ou du « musulman » se sont multipliés dans le monde occidental et que l'argument xénophobe a trouvé sa légitimation dans le discours électoral et dans l'action politique.**

Ainsi en France, la création d'un Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale dont l'activité principale consiste à traquer, enfermer, expulser, femmes, hommes, enfants, étrangers «sans papiers», ne peut que légitimer les réactions de rejet de l'autre. La xénophobie d'Etat tue les droits de tous.

Après avoir tenté de réhabiliter les crimes commis par la France au cours de deux siècles de colonisation, le discours de Dakar du Président de la République française reprend tous les préjugés qui les avaient justifiés. Les faits viennent malheureusement confirmer ces dérives. Les nostalgiques d'une association « Souvenir du 26 mars », composée d'anciens factieux, membres d'une organisation séditeuse, terroriste et raciste viennent d'obtenir l'autorisation de ranimer la flamme de l'Arc de triomphe.

Dans la guerre du Bien contre le Mal à laquelle nous assistons depuis le 11 septembre 2001, les puissances du Bien ont déclaré l'inutilité des Nations Unies et ont piétiné le droit international, le MRAP regrette que des pays musulmans aient apporté leur concours à une politique qui vise en premier lieu à affirmer une suprématie, mais qui engendre le racisme, la discrimination raciale et la haine entre les peuples.

Monsieur le Président,

On ne pourra pas revenir au 8 septembre 2001, mais les différentes formes et l'ampleur des phénomènes de racisme, de discrimination et de xénophobie auxquels nous sommes confrontés partout dans le monde, nous obligent tous à reprendre les documents de Durban et les compléter si nécessaires. La société civile toute entière et la communauté internationale se doivent d'apporter une réponse ferme et de renouveler les engagements pris.

Je vous remercie Monsieur le Président.

25 mars 2008